COMMUNAUTE URBAINE

DE

BORDEAUX

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE

SEANCE PUBLIQUE DU 22 DECEMBRE 2006

(CONVOCAION DU 11 DECEMBRE 2006)

(Convocation du **Erreur ! Aucune variable de document fournie.**)

Aujourd'hui vendredi vingt deux décembre deux mille six à 09 heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de Bordeaux s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain Rousset, Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. JUPPE Alain, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme FAYET Véronique, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, M. MARTIN Hugues, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. BANDEL Jean-Didier, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRACQ Mireille, M. BREILLAT Jacques, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, M. CASTEL Lucien, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GOURGUES Jean-Pierre, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MAMERE Noël, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, M. PARACHOU Serge, Mme PARCELIER Muriel, M. PETIT Alain, M. POIGNONEC Michel, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Mme CARTRON Françoise à M. PIERRE Maurice (à cpter de 11 h 00)	Mme CAZALET Anne-Marie à Mme PUJO Colette
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain (à cpter de 12 h 30)	M. CAZENAVE Charles à Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia
M. DAVID Alain à M. GRANET Michel (à cpter de 11 h 00)	M. CORDOBA Aimé à M. GUICHARD Max
Mme FAYET Véronique à M. CAZABONNE Didier (jusqu'à 10 h 25)	M. DELAUX Stéphan à M. DAVID Jean-Louis
M. GELLE Thierry à M. CAZABONNE Alain	M. FAYET Guy à M. POIGNONEC Michel
Mme LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis	M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
M. LAMAISON Serge à M. GUICHOUX Jacques	M. PONS Henri à Mme DARCHE Michelle
M. SOUBIRAN Claude à M. SIMON Patrick	M. REDON Michel à M. RESPAUD Jacques
M. ANZIANI Alain à M. SAINTE-MARIE Michel	M. TAVART Jean-Michel à M. HOURCQ Robert
M. BANAYAN Alexis à M. MANSENCAL Alain	Mme TOUTON Elisabeth à Mme WALRYCK Anne (à cpter de 11 h 15)
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert	
M. CASTEX Régis à M. CASTEL Lucien	

LA SÉANCE EST OUVERTE

Mise en oeuvre progressive de la procédure de suivi des investissements en autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) - Décision - Adoption

Monsieur HOUDEBERT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

A plusieurs reprises, lors de l'examen du budget, le Conseil de Communauté a émis le souhait de voir expérimenter par notre Etablissement la procédure de suivi des investissements en autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) prévue par l'article R 2311-9 du C.G.C.T. reprenant les stipulations du décret n°97-175 du 20 février 1997 assouplies par les articles 8 et 20 de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005.

Ces textes prévoient, en effet, que les budgets des établissements de coopération intercommunale (EPCI) peuvent comprendre au niveau de leur section d'investissement des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) pour le financement des travaux à caractère pluriannuel.

Selon le texte précité, constitue un programme à caractère pluriannuel une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la collectivité.

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

Cette procédure paraissant adaptée au cas de notre Institution, qui adopte chaque année son programme pluriannuel d'investissement (PPI) glissant, une première expérimentation de cette procédure a été réalisée à partir de l'année 2000 (délibération 2000/43 du 21 janvier 2000) avec une application, au sein du budget annexe transport, au projet de réalisation de la première phase du Tramway et de son extension jusqu'au CHR.

Ces AP/CP ont depuis fait l'objet de plusieurs ajustements pour prendre en compte les coûts à terminaison de la première phase, le lancement de la deuxième phase, sans omettre les effets de l'actualisation des coûts.

Une telle procédure présente de multiples avantages et permet notamment :

- de mieux visualiser le coût d'une opération étalée sur plusieurs exercices ;
- de limiter les ouvertures de crédits annuels aux seuls besoins de mandatement de chaque exercice, l'engagement étant possible sur le montant total de l'autorisation de programme ;
- d'améliorer la lisibilité financière des comptes en faisant mieux coïncider les budgets votés et les budgets réalisés ;
- d'avoir une meilleure visibilité pour la préparation et la passation des marchés ;
- d'avoir de meilleures bases de prospective à partir d'éléments plus concrets.

Tous ces avantages doivent concourir à augmenter les taux de réalisation et, par conséquent, à réduire les restes à réaliser et donc les reports tant en dépenses qu'en recettes.

Elle doit cependant être appliquée avec le maximum de rigueur. C'est la raison pour laquelle, bien que cela ne soit pas prévu pour les EPCI, les modalités de gestion et de suivi des AP/CP seront précisés dans un « Règlement budgétaire et financier » qui vous sera soumis lors d'une prochaine réunion des instances communautaires.

Ce règlement précisera notamment que :

- chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice de crédits de paiement correspondant et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face ;
- lors du débat d'orientation budgétaire (DOB), la présentation se cantonnera aux grandes orientations pluriannuelles et ne donnera pas de montant précis des AP ni de l'échéancier des CP à ce stade de la procédure budgétaire ; une autorisation de programme pouvant, depuis la modification des textes initiaux intervenue en août 2005, être dorénavant votée à chacun des stades de la procédure budgétaire (budget primitif, décision modificative, budget supplémentaire) ;
- l'engagement est possible sur le montant total de l'AP ;

- les dépenses d'investissement faisant l'objet de CP seront liquidées et mandatées dans la limite des crédits inscrits au budget de l'année.

Pour le projet de la deuxième phase du Tramway, il est proposé, eu égard à son volume financier et à sa complexité, de continuer à présenter ses différents éléments dans le cadre d'une délibération particulière qui vous est soumis distinctement pour procéder à la révision des AP/CP votés par délibération n°2005/0936 du 16 décembre 2005.

Au regard des éléments exposés, ci-dessus, et comme annoncé au point 4.2.2 du document ayant servi de support au débat sur les orientations générales du budget primitif 2007, il vous est proposé, Mesdames et Messieurs, si tel est votre avis, et outre le projet de tramway, de bien vouloir :

- **Décider** de mettre en oeuvre la procédure AP/CP sur les projets suivants qui se prêtent à un découpage et à un suivi sous cette forme :
 - le pont Bacalan-Bastide
 - la desserte du secteur nord de l'agglomération
 - la station d'épuration Brazza
 - la Z.A.C. du Centre-Ville à Ambarès
 - la 7^{ème} circonscription Voirie de Bruges
- **Adopter**, pour chaque projet listé ci-dessus, le découpage en AP/CP joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

En tenant compte des crédits de la deuxième phase du Tramway, les projets suivis en AP/CP représentent 28 % du PPI 2007-2011.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 décembre 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
9 JANVIER 2007**

M. HENRI HOUDEBERT